

## Achte Sitzung – Huitième séance

Montag, 12. Dezember 1983, Nachmittag

Lundi 12 décembre 1983, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: M. Gautier

## Fragestunde – Heure des questions

### Question 11:

#### **Soldini. Nationale Versöhnungskonferenz des Libanon. Wiederaufnahme**

#### **Conférence de «réconciliation nationale du Liban». Reprise?**

*Notre gouvernement a cautionné la tenue récente, à Genève, d'une «Conférence de réconciliation nationale du Liban».*

*Devant l'imbroglie politique qui règne actuellement dans ce pays, devant la crise des organisations palestiniennes, devant la perspective de dénonciation de l'accord libano-israélien conclu il y a peu, devant la dégradation rapide de la situation militaire au Proche-Orient, je me permets de demander au Conseil fédéral s'il peut encore envisager et garantir la reprise d'une telle assemblée sur sol helvétique sans porter atteinte à notre neutralité traditionnelle?*

**M. Aubert**, président de la Confédération: Personnellement, j'ai été quelque peu surpris, Monsieur Soldini, de votre question, à laquelle le Conseil fédéral répond comme il suit: c'est à la demande de M. Amine Gemayel, président de la République libanaise, que le Conseil fédéral a accepté d'accueillir à Genève la conférence qui a fini par s'appeler la «Conférence du dialogue national». Le Conseil fédéral l'a fait en application de ce que vous savez être un des piliers de notre politique étrangère, à savoir la «disponibilité», dans le cadre de notre politique traditionnelle de bons offices. Cette conférence a permis aux représentants de toutes les forces libanaises, qui étaient frères ennemis, de se rencontrer à Genève, sous la présidence de M. Amine Gemayel, et en présence d'observateurs de haut niveau. Je pense à ceux de l'Arabie Saoudite, et au ministre des affaires étrangères de Syrie. Cette conférence a ainsi permis de renouer un dialogue qui était interrompu depuis de nombreuses années, et cela pour tenter de trouver une solution aux innombrables problèmes que vous connaissez, qui sont à la fois intérieurs et importés de l'étranger et dont souffre le Liban aujourd'hui.

Au cas où cette conférence devrait reprendre, à une date qui n'est d'ailleurs pas encore déterminée, le Conseil fédéral s'est d'ores et déjà déclaré prêt à l'accueillir en Suisse dans le même esprit que celui que j'évoquais tout à l'heure. Notre gouvernement voit dans la situation préoccupante qui règne au Liban et telle que vous la décrivez très justement, Monsieur Soldini, une raison supplémentaire de faire preuve de sa disponibilité et d'offrir ses bons offices afin que ce pays, qui n'a déjà que trop souffert, trouve une solution pacifique à ses problèmes.

N'est-ce pas là le genre de contribution que la communauté internationale demande à un pays neutre comme le nôtre? Dès lors, loin de porter atteinte à la neutralité suisse, cette politique de disponibilité et de bons offices en faveur de la paix est, au contraire, de nature à mettre en valeur notre neutralité et à renforcer sa crédibilité.

**M. Soldini:** Je remercie tout d'abord M. le président de la Confédération d'avoir répondu de manière circonstanciée à

ma question et je me permets de lui en poser une seconde. Les plus récents événements survenus au Proche-Orient démontrent que la poursuite des affrontements, entre fractions libanaises participant à la Conférence de réconciliation, conduit cette dernière à un échec. D'autre part, la réception mitigée réservée par la Maison Blanche au président Gemayel, et contrastant avec l'accueil chaleureux réservé dans le même temps au premier ministre israélien Itzhak Shamir, souligne que les Etats-Unis ne sont pas disposés à laisser dénoncer l'accord libano-israélien conclu sous leur égide. Enfin, l'évacuation du leader palestinien Yasser Arafat et de ses partisans, au moyen des navires grecs battant pavillon des Nations Unies, se heurte au blocage du port de Tripoli par la marine israélienne.

Au milieu de la confusion la plus totale qui règne actuellement au Liban, le Conseil fédéral n'estime-t-il pas inadéquate son activité diplomatique actuelle et ne pense-t-il pas qu'un renforcement de l'action humanitaire de la Croix-Rouge dans ce malheureux pays serait plus conforme à la vocation traditionnelle de la Suisse?

**M. Aubert**, président de la Confédération: L'action humanitaire n'exclut pas l'action politique. Nous n'avons pas fait un choix exhaustif entre action politique et action humanitaire. Il va de soi, et vous le savez peut-être, que le Comité international de la Croix-Rouge est intervenu, intervient et continuera à intervenir au Liban.

Quant à l'action politique, vous parlez des difficultés qui surgissent à nouveau actuellement au Liban. Vous savez parfaitement que ces difficultés sont davantage importées plutôt que venant des parties intéressées. Dernièrement, M. Joumblatt a dégagé, dans le Chouff, un village qui était occupé depuis trois mois par des chrétiens. Il y a eu là un geste de conciliation intérieure absolument remarquable entre fractions ennemies libanaises. Je pense que le miracle de la conciliation de Genève n'est pas étranger à ce changement d'attitude. Par conséquent, je suis tout à fait convaincu que, sur le plan intérieur, de la fraction Frangié à celle de Joumblatt, de la fraction Shamoun à celle de Pierre Gemayel, père de l'actuel président, on a appris à mieux connaître les thèses de chacun. Tous les responsables ont affirmé devant les médias que cette rencontre de Genève leur avait permis de mieux se connaître.

En conclusion, il s'est engagé là un dialogue qui a eu Genève pour théâtre. Cela est tout à l'honneur de cette ville, de notre politique de neutralité, de dialogue, de disponibilité et de bons offices.

### Question 12:

#### **Butty. Mittelstreckenraketen in Europa – Euromissiles**

*L'Europe est le théâtre ces dernières semaines d'une nouvelle épreuve de force entre l'Est et l'Ouest.*

*L'installation en Europe occidentale d'euromissiles et de missiles de croisière ne saurait laisser indifférent notre pays. L'Europe est directement concernée, et par conséquent notre pays. Le peuple suisse serait très intéressé de connaître l'avis de notre gouvernement sur cette redistribution des forces en présence et sur le rétablissement d'un équilibre entre les forces nucléaires et conventionnelles détenues par l'Est et l'Ouest de même que sur l'avenir des négociations en cours à Genève.*

**M. Aubert**, président de la Confédération: Le déploiement de missiles américains à moyenne portée, au même titre que l'installation – ne l'oublions pas – dès 1977, en Europe, des SS-20 soviétiques, ne saurait laisser le Conseil fédéral indifférent.

Conscient que notre sécurité dépend de celle de l'Europe, le Conseil fédéral a suivi attentivement le déroulement des négociations de Genève sur ce type d'armement. Il regrette l'interruption de ces négociations, intervenue le 23 novembre; il espère vivement que celles-ci reprennent le plus rapidement possible sous quelque forme que ce soit, et il

appelle de ses vœux la reprise des pourparlers afin que les parties directement concernées parviennent à une solution garantissant l'équilibre des forces en Europe. D'autre part, le Conseil fédéral estime que cet équilibre des forces, tant nucléaires que conventionnelles, doit s'établir au niveau le plus bas possible, afin de mieux assurer la sécurité de notre continent et, partant, de la Suisse.

Ainsi que vous le savez, Monsieur Butty, le 17 janvier 1984, à Stockholm, s'ouvrira la première phase de la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement. Nous y participerons activement au même titre que les 34 autres signataires de l'Acte final d'Helsinki, dont les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS, puisque cette conférence se déroule dans le cadre du processus d'Helsinki et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Dans les conditions actuelles, malheureusement, toutes les négociations – je dis bien toutes les négociations – de désarmement Est-Ouest ont été interrompues, y compris la Conférence sur les MBFR de Vienne qui a commencé en 1973 et qui, aujourd'hui, est en train de s'ensabler complètement, y compris également la Conférence sur les satellites intercontinentaux, engagée entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS. Cette conférence de Stockholm prend donc un relief particulier et il nous appartiendra, entre autres, de veiller à ce que ce dialogue et ces négociations puissent se poursuivre car nous croyons fermement que les grands problèmes de sécurité en Europe, comme ceux du déploiement des missiles que vous avez si justement évoqué M. Butty, ne peuvent être résolus que par la négociation.

**M. Butty:** Je voudrais remercier M. Aubert, président de la Confédération, pour sa réponse et cette affirmation très claire que le Conseil fédéral souhaite l'établissement de l'équilibre des forces en Europe.

Permettez-moi la question complémentaire suivante, au vu d'un article qui a paru hier dans un quotidien romand; c'est un général français dont on prétend qu'il est le cerveau de la stratégie nucléaire française et l'initiateur de la fameuse force de frappe: «Si l'URSS contre toute attente lançait une offensive en direction de l'Europe occidentale à travers l'Autriche et la Suisse, que ferait le France pour stopper l'avance des chars soviétiques, dirigerait-elle son feu nucléaire sur la petite Helvétie? réponse: Oui.» Si cela devait être exact – heureusement ce général est en retraite, et c'est pourquoi il est peut-être plus libre de s'exprimer – est-ce que le Conseil fédéral prendra contact avec les autorités françaises en vue d'éclaircir leur véritable stratégie sur le plan nucléaire?

**M. Aubert,** président de la Confédération: Je vous remercie M. Butty. J'ai lu le même journal, et j'ai été effrayé, comme vous, d'apprendre que la France n'hésiterait pas à user d'arme nucléaire qui pourrait atteindre notre territoire, si ce dernier était occupé par les troupes soviétiques. Ces propos ont été tenus par le général Pierre Gallois. Ce général est à la retraite. Est-ce une excuse? En tous les cas, ces propos ne sont pas tombés sous «l'œil d'un sourd» et je me promets de prendre immédiatement contact avec les autorités françaises, pour savoir quelle est la portée de ces propos. Je pense qu'un dialogue doit s'engager avec les autorités françaises sur ce plan-là. Je vous remercie d'avoir relevé cette nouvelle qui fait aussi l'objet de nos préoccupations.

#### Frage 13:

##### **Wellauer. Umstrittene Nationalstrassenabschnitte Routes nationales. Projets contestés**

*Das Parlament hat 1977 mit einer Motion den Bundesrat beauftragt, sechs umstrittene Nationalstrassenabschnitte auf ihre Notwendigkeit zu überprüfen. Mit der Überprüfung beauftragte der Bundesrat Ende 1979 die Expertenkommission Biel. Diese Kommission hat ihre Arbeit im Januar 1982 abgeschlossen. Die Vernehmlassung zu diesem Bericht dauerte bis Ende 1982. Bis wann gedenkt der Bundesrat*

*dem Parlament über diese umstrittenen Nationalstrassenabschnitte Bericht und Antrag zu stellen?*

**Bundesrat Egli:** Der Bundesrat wird dem Parlament voraussichtlich in der zweiten Jahreshälfte 1984 über die umstrittenen Nationalstrassenabschnitte Bericht erstatten und Antrag stellen.

#### Frage 14:

##### **Humbel. Unterkünfte für Flüchtlinge Hébergement des réfugiés**

*Viele Flüchtlinge sollen in teuren Hotels untergebracht sein. Das widerspricht dem Grundsatz des Sparens im Finanzhaushalt. Die zwei nachfolgenden Fragen drängen sich deshalb auf:*

*– Wie ist die Aufnahme der Flüchtlinge in unser Land bezüglich Unterkünfte organisiert?*

*– Was gedenkt der Bundesrat vorzukehren, damit die Unterkunftskosten angemessen gesenkt werden können?*

**Bundesrat Friedrich:** Wenn ein Asylbewerber seinen Unterhalt in der Schweiz nicht aus eigenen Mitteln bestreiten kann, so ist die am Ort der Einreichung des Asylgesuches zuständige Fürsorgebehörde für die Unterbringung und Betreuung verantwortlich. Die kantonalen Fürsorgeansätze sind auf das Existenzminimum ausgerichtet. Sie tragen den von Kanton zu Kanton teilweise recht unterschiedlichen Lebenskosten Rechnung. Der Bund vergütet den Kantonen ihre Fürsorgeauslagen für Asylbewerber vollumfänglich. Er überprüft deshalb durch Revisionen, ob die Unterstützungsgelder sparsam verwendet werden.

Die enorme Zunahme der Zahl von Asylbewerbern, die sich zudem noch in wenigen Regionen konzentrieren, hat die betroffenen Fürsorgebehörden zum Teil vor kaum mehr lösbare Probleme gestellt. Die üblichen Möglichkeiten sind ausgeschöpft. Deshalb haben verschiedene Kantone mit Hilfe des Bundes Kollektivunterkünfte geschaffen. Zurzeit sind 16 solche Aufnahmezentren im Betrieb. Vier weitere sollen in den nächsten Wochen eröffnet werden. Trotzdem sehen sich die Fürsorgebehörden in Agglomerationen mit vielen Asylbewerbern gezwungen, auf die Unterbringung in Hotels zurückzugreifen.

Die gravierende Situation in gewissen Regionen wird ganz wesentlich verschärft durch den Umstand, dass die Asylgesuche mangels Personal nicht innert nützlicher Frist entschieden werden können. Wirksame Abhilfe kann hier nur eine Personalaufstockung bringen, und zwar eine Aufstockung im beantragten Umfang. Ich möchte das ganz deutlich sagen im Hinblick auf die nachfolgende Personaldebatte in diesem Rat.

Das Justiz- und Polizeidepartement hat in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass nach Abzug der Personalkosten für zusätzliche 155 Mitarbeiter in den nächsten drei Jahren insgesamt 60 Millionen an Fürsorgegeldern eingespart werden könnten.

#### Frage 15:

##### **Oehen. Bürgerrechtsvorlagen vom 4. Dezember 1983. Beschwerden**

##### **Projets sur la naturalisation du 4 décembre 1983. Recours contre les explications du Conseil fédéral**

*In mehreren Kantonen ist gegen den Text des Bundesbuchsleins (Abstimmungserläuterungen) Beschwerde eingelegt worden.*

*– Besteht die Gewähr für eine rechtsstaatlich einwandfreie Behandlung der Beschwerden, d. h. dass nicht die gleichen Amtsstellen die Beschwerden begutachten, die für den Text verantwortlich sind?*

*– Wird eventuell das Bundesgericht, d. h. die zuständige Abteilung, für die Beurteilung beigezogen?*

Bundesrat **Friedrich**: Die Frage geht offenbar von der Annahme aus, dass es sich bei den Abstimmungserläuterungen um Verfügungen handelt, die nach den Bestimmungen der Gesetze über das Verwaltungsverfahren und die Bundesrechtspflege auf dem Beschwerdeweg angefochten werden können. Dies ist jedoch nicht zutreffend. Wie schon in der parlamentarischen Beratung des Bundesgesetzes über die politischen Rechte deutlich unterstrichen wurde, sind die Abstimmungserläuterungen auf eidgenössischer Ebene als sogenannte «*actes de gouvernement*» zu betrachten. Deshalb unterliegen sie nicht der Anfechtung auf dem Wege der Beschwerde, sondern wie jede andere Erklärung des Bundesrates der politischen Kritik, einer Kritik, die übrigens sowohl in der Presse als auch hier im Rate periodisch zum Ausdruck kommt; denn es wird immer jemand an diesen Texten Anstoss nehmen.

Als Folge dieser rechtlichen Qualifikation der Erläuterungen gibt es auch keine Beschwerde ans Bundesgericht, das in einem konkreten Falle bereits klar seine Unzuständigkeit festgestellt hat. Es geht um einen Entscheid vom 15. Mai 1979, also um einen Entscheid neueren Datums.

#### Frage 16:

**Ruf-Bern. Volksinitiative «gegen den Ausverkauf der Heimat».**

**Abstimmungstermin**

**Initiative populaire «contre le bradage du sol national».**  
**Votation**

*Die Differenzbereinigung zwischen National- und Ständerat zum Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland wird voraussichtlich während der laufenden Wintersession, spätestens in der nächsten Session abgeschlossen werden.*

*Der Bundesrat wird angefragt, wann die Volksinitiative «gegen den Ausverkauf der Heimat» zur Abstimmung gelangen wird?*

Bundesrat **Friedrich**: Wenn die Schlussabstimmung über das revidierte Bundesgesetz betreffend den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland noch in dieser Session durchgeführt werden kann, findet die Volksabstimmung im Mai und sonst im September 1984 statt.

#### Frage 17:

**Ruf-Bern. Asylgesuche. Überlastung einzelner Kantone**  
**Demandes d'asile. Surcharge de certains cantons**

*Einzelne Kantone – namentlich der Kanton Freiburg – stehen als Folge einer massiven Zahl von Asylbewerbern vor kaum mehr zu bewältigenden organisatorischen Schwierigkeiten. Erwähnt sei in diesem Zusammenhang die durch den Freiburger Staatsrat vergangene Woche erfolgte Intervention beim Bundesrat.*

*Bestehen nach Ansicht des Bundesrates Möglichkeiten, die Lage der betroffenen Kantone kurzfristig zu erleichtern, bis allenfalls eine Entspannung der Gesamtsituation durch die erhofften Wirkungen der Asylgesetzrevision sowie die Erhöhung des Personalbestandes im EJPD eintritt? Sieht er konkrete diesbezügliche Massnahmen vor?*

Bundesrat **Friedrich**: Wie schon 1982 und 1983 wird das Justiz- und Polizeidepartement in Kürze erneut an die Kantone gelangen, um eine gleichmässige Verteilung der Asylbewerber zu erreichen. Eine zusätzliche Entlastung ergibt sich sodann durch die Neueröffnung von Aufnahmezentren in den kommenden Wochen und Monaten. Weitere Entlastungsmöglichkeiten sind gegenwärtig nicht ersichtlich. Um so wichtiger ist es, dass die eidgenössischen Räte unserem Departement die beantragte Personalaufstockung zugestehen; denn nur diese wird im Verein mit der Revision des Asylgesetzes zur unbedingt notwendigen Kürzung der

Verfahrensdauer und damit zu einer wesentlichen Entlastung der Kantone führen. Wenn das Parlament die beantragte Personalvermehrung nicht oder nicht vollständig bewilligt, wird eine rechtsstaatlich einwandfreie Lösung des Problems nicht möglich sein.

#### Frage 18:

**Neukomm. Weinpreise in den Gaststätten**

**Prix des vins dans les cafés et restaurants**

*Die überdurchschnittlichen Traubenernten von 1982 und 1983 sollten zu einer Preissenkung der Weinpreise auch in den Gaststätten führen. Ist der Bundesrat bereit, nachdem er sich kürzlich auch für einen Beitrag an die Lagerungskosten der überschüssigen Weine ausgesprochen hat, die Ausschankpreise für Weine der eidgenössischen Preiskontrolle zu unterstellen (analog den übrigen landwirtschaftlich geschützten Waren)?*

Bundesrat **Furgler**: Weinpreise sind an sich dem Bundesgesetz über geschützte Warenpreise unterstellt. Unter dieses Gesetz fallen unter anderem die Preise für Waren, deren Bildung durch Schutz- oder Hilfsmassnahmen des Bundes zugunsten der Landwirtschaft beeinflusst wird. Bei der Beratung dieses Bundesgesetzes in den eidgenössischen Räten wurde der Einbezug der Weinausschankpreise im Gastgewerbe sehr eingehend behandelt. Obschon viele Gründe für eine Überwachung der Ausschankpreise sprachen, wurde letztlich der Weinausschank als Dienstleistung gewertet und daher nicht der Überwachung durch die Preiskontrollstelle unterstellt. Bis heute können aus dieser Überlegung, wegen dieser Interpretation die Ausschankpreise nicht überwacht werden. Die Frage stellt sich, ob man gestützt auf die Rechtslage eine andere Interpretation wählen will. Auf jeden Fall erachtet es der Bundesrat als dringend, dass die Preissenkungen für die verschiedenen Schweizer Weine bis zum Konsumenten weitergegeben werden. Ich kann dem Fragesteller auch sagen, dass die Weinproduzenten, die Encaveurs, die Négociants, also alle, die mit dem Weinproblem überhaupt zu tun haben, gleicher Meinung sind. Ich habe mit dem Präsidenten der «Commission paritaire» sehr einlässlich darüber gesprochen.

Der Bundesrat ist der Auffassung, dass alles daran gesetzt werden muss, um einerseits die Produzenten gerecht zu bezahlen und andererseits – mit Blick auf den Konsumenten – die Ausschankpreise für inländische Weine in den Gaststätten nochmals zu senken. Unser Departement hat mit den interessierten Kreisen entsprechende Kontakte aufgenommen und wird diese auch weiterhin pflegen. Sie wissen, dass in diesem Zusammenhang das Stockage-Problem noch gelöst werden muss. In der letzten Session habe ich diesbezüglich die Grundidee vertreten, dass wegen der ausserordentlich guten Ernten des letzten und dieses Jahres für die Encaveurs eine Spezialoperation gerechtfertigt ist und bleibt, dass aber, bevor wir die Entscheide im Bundesrat fällen, auch die von Herrn Neukomm aufgeworfene Frage – nämlich, wie die Preissenkungen bis zu den Konsumenten weitergegeben werden – gelöst sein muss.

Für den Fall, dass wider Erwarten zu hohe Weinausschankpreise im Gastgewerbe bestehen bleiben, sie also nicht gesenkt werden, behält sich der Bundesrat vor, eine entsprechende Revision des Bundesgesetzes über die geschützten Warenpreise vom 21. Dezember 1960 einzuleiten, um nötigenfalls auf die Preisbildung wirkungsvoller Einfluss nehmen zu können.

Fazit: Ich bin der Meinung, dass alle interessierten Kreise die Zeichen der Zeit erkannt haben und willens sind, auch den Konsumenten am Erfolg der guten Ernten teilhaben zu lassen.

**Frage 19:****Ziegler. Leerwohnungszählung  
Recensement de logements vides**

Am 25. Oktober 1983 hat das BIGA den zuständigen Gemeindestellen mitgeteilt, dass die Leerwohnungszählung vom 1. Dezember 1983 ausfällt bzw. auf den 1. Mai 1984 verschoben wird. Dies bedeutet, dass für das Jahr 1983 die besonders für die Unterstellung von Gemeinden unter den Missbrauchsbeschluss und für die Wohnbauplanung der verschiedenen Wohnbauträger wichtigen Angaben fehlen. Der Bundesrat wird um Antwort auf folgende Fragen ersucht:

1. Aus welchen Gründen wurde auf die Leerwohnungszählung 1983 verzichtet?
2. Ist gewährleistet, dass die Zählung in Zukunft lückenlos stattfindet, und dass auch die statistischen Angaben über die Wohnbautätigkeit den interessierten Kreisen fortan in der bisherigen Genauigkeit und Vollständigkeit zur Verfügung stehen werden?

Bundesrat Furgler: Auf die Leerwohnungszählung wird nicht verzichtet. Sie wird lediglich verschoben. Diese Verschiebung vom 1. Dezember 1983 auf einen Stichtag im Frühjahr 1984 – voraussichtlich 1. Mai – ist eine Rationalisierungsmassnahme, die mit der verschärften Personalbewirtschaftung zusammenhängt. Mit der Umdatierung dieser Erhebung können die um die Jahreswende herrschenden Spitzenbelastungen abgebaut und die Arbeiten gleichmässiger auf das Jahr verteilt werden. Die Leerwohnungszählung und die Jahreserhebung über die Wohnbautätigkeit wurden nämlich bisher – wie Herr Nationalrat Ziegler weiss – gleichzeitig durchgeführt, und das ergab beim bestehenden Personalproblem erhebliche zusätzliche Schwierigkeiten.

Ein zweiter Punkt: Die Mitarbeit der Gemeinden bei der Leerwohnungszählung dürfte gewährleistet sein, so dass diese Erhebung lückenlos, regelmässig und auch im bisherigen Umfang weitergeführt werden kann. Das gilt mit Bezug auf die Genauigkeit und die Vollständigkeit. Das gilt grundsätzlich auch für die Wohnbaustatistik. Allerdings soll diese Erhebung in Zukunft statt monatlich – in 96 Städten – bzw. halbjährlich – in den 635 Gemeinden mit über 2000 Einwohnern – nur noch einmal pro Jahr in allen Gemeinden durchgeführt werden.

Ich hoffe, dass ich Herrn Ziegler mit dieser Antwort beruhigen konnte.

83.913

**Dringliche Interpellation Basler  
Unfallversicherung bei öffentlicher Anstellung  
Interpellation urgente Basler  
Assurance-accidents dans la fonction publique**

**Wortlaut der Interpellation vom 28. November 1983**

Am 1. Januar 1984 tritt das neue Unfallversicherungsgesetz in Kraft. Es zwingt alle in der Schweiz beschäftigten Arbeitnehmer, sich gegen Unfälle zu versichern. Die Prämienpflicht ist im Artikel 91 dieses Gesetzes wie folgt geregelt:

<sup>1</sup> Die Prämien für die obligatorische Versicherung der Betriebsunfälle und Berufskrankheiten trägt der Arbeitgeber.

<sup>2</sup> Die Prämien für die obligatorische Versicherung der Nichtberufsunfälle gehen zulasten des Arbeitnehmers. Abweichende Abreden zugunsten des Arbeitnehmers bleiben vorbehalten.

Für die Schweizerische Unfallversicherung ist daher der 1. Januar 1984 ein wichtiges Ereignis. Die Mehrzahl der Arbeitnehmer in der Privatwirtschaft wird nun, wie es das Gesetz vorsieht, mit Nichtbetriebsunfallversicherungs-Prämien belastet, die bei 1,2 Prozent des versicherten Lohnes für Männer bzw. bei 0,8 Prozent für Frauen liegen.

Ich ersuche daher den Bundesrat, sich zu folgenden Fragen zu äussern:

1. Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass mit dem Inkrafttreten des neuen UVG die Prämien für die NBU dem Gesetz entsprechend neu zu verteilen sind? Bei den öffentlichen Verwaltungen auf kantonaler und kommunaler Ebene bestehen Vereinbarungen mit dem Personal, wonach der Arbeitgeber die Prämien voll, teilweise oder nicht übernimmt. Dabei werden aber auch Zusatzversicherungen zugunsten des Personals mit Prämien zulasten der Arbeitgeber abgeschlossen. Gemäss Voranschlag 1984 der Eidgenossenschaft soll der Arbeitgeber Bund auch künftig zwei Drittel der Nichtbetriebsunfall-Prämien übernehmen. In Analogie zu bevorstehenden Arbeitszeitverkürzung, die als Anpassung an die Verhältnisse in der privaten Wirtschaft erfolgen soll, wäre eine Angleichung der Prämienleistung am Platz.

2. Auf den 1. Januar 1985 tritt das nächste grosse Sozialwerk, das Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG), in Kraft. Ist der Bundesrat bereit, diesmal die Gelegenheit dazu zu benutzen, um eines der Hauptziele dieses Gesetzes, die Freizügigkeit zwischen privater und staatlicher Anstellung, zu verwirklichen? Gegenwärtig sind bei dieser beruflichen Vorsorge rund 15 Prozent der Bezüge des Bundespersonals, die Teuerungszulagen, nicht in der Pensionskasse versichert.

– Wie gedenkt der Bundesrat diesen ab 1985 obligatorisch zu versichernden Teil in die versicherten Verdienste einzubauen?

– Was hat der Bundesrat für Massnahmen getroffen, um die hohen Defizite im Deckungskapital der Pensionskassen des Bundes abzubauen, die vom wiederholten Einbau von Teuerungszulagen ohne Beteiligung vom Arbeitgeber und Arbeitnehmer herrühren?

3. Die Kommission der Kranken- und Mutterschaftsversicherung sieht ebenfalls die Einführung einer obligatorischen, paritätisch getragenen Krankentaggeldversicherung vor, die das Zwei- bis Dreifache der Prämienbeträge dieser Nichtbetriebsunfallversicherung ausmacht. Gedenkt der Bundesrat mit gleicher Begründung, nämlich dass der Bund als Arbeitgeber alle Ausfalltage trage, auch hier die Bundesbediensteten von Prämien für Krankentaggeld auszunehmen?

4. Trifft es zu, dass ab 1984 die Bezüge und Gehälter einschliesslich Teuerungszulagen um durchschnittlich 32 Prozent erhöht werden müssen, um die totalen Arbeitgeberleistungen an das Bundespersonal zu ermitteln?

**Texte de l'interpellation du 28 novembre 1983**

La nouvelle loi sur l'assurance-accidents entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984. Elle fait obligation à tous les travailleurs occupés en Suisse de s'assurer contre les accidents. L'article 91 de cette loi règle comme il suit la question du paiement des primes:

<sup>1</sup> Les primes de l'assurance obligatoire contre les accidents et maladies professionnels sont à la charge de l'employeur.

<sup>2</sup> Les primes de l'assurance obligatoire contre les accidents non professionnels sont à la charge du travailleur. Les conventions contraires en faveur du travailleur sont réservées.

De ce fait, le 1<sup>er</sup> janvier 1984 fera date pour la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents. La majorité des travailleurs du secteur privé auront donc à leur charge, ainsi que le prévoit la loi, les primes de l'assurance contre les accidents non professionnels, primes qui sont fixées à 1,2 pour cent du gain assuré pour les hommes et à 0,8 pour cent pour les femmes.

## Fragestunde

### Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1983
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.12.1983 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1735-1738
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 040

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.